

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE  
LE 22 AVRIL 1975

# STATEMENT DISCOURS



ALLOCUTION PRONONCÉE PAR  
LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT  
AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,  
L'HONORABLE  
ALLAN J. MACÉACHEN,  
LORS D'UN DÎNER OFFERT  
PAR M. OKOI ARIKPO,  
COMMISSAIRE AUX AFFAIRES  
EXTÉRIEURES DU NIGERIA,  
A LAGOS, LE 15 AVRIL 1975

---

Excellence, distingués invités,

Je suis très reconnaissant au Gouvernement du Nigeria de cette invitation qui me permet de faire ma première visite officielle en Afrique à Lagos, la capitale de votre pays. Les discussions des plus fructueuses que j'ai eues ce matin, M. Arikpo, comme ma rencontre en fin d'après-midi avec votre collègue, M. Alhaji S. Ali Monguno, commissaire aux Mines et à l'Énergie, ont rejoint les objectifs que nous nous étions fixés avant de venir ici.

Je crois que nous avons posé les fondements d'une collaboration beaucoup plus étroite entre le Nigeria et le Canada, au sein des Nations Unies et d'autres forums internationaux, où nos gouvernements poursuivent des objectifs très semblables. Vous avez également confirmé que le Gouvernement du Nigeria est tout aussi conscient que nous le sommes de la nécessité d'élargir et d'intensifier nos relations bilatérales dans tous les secteurs; évidemment, on pense d'abord à la coopération commerciale, technique et industrielle, mais il ne faut pas oublier les contacts humains et les échanges culturelles, car nos deux peuples ont beaucoup à apprendre l'un de l'autre. J'ai été heureux de constater que vous étiez d'accord avec nous pour affirmer que les consultations politiques entre nos deux gouvernements devraient dorénavant être plus fréquentes et couvrir une gamme plus vaste de points, aussi bien sur le plan international qu'au niveau de nos intérêts communs.

J'espère que nos discussions ont amorcé une phase nouvelle dans les relations entre le Nigeria et le Canada. Amorcées très tôt après votre accession à l'indépendance, elles sont à la fois chaleureuses et assidues et l'amitié personnelle qui s'est établie entre votre distingué chef d'État, le Général Yakubu Gowon et le Premier ministre Trudeau n'a pu que les renforcer. Toutes ces années nous ont permis de découvrir que même s'ils sont séparés par le climat, la culture et l'océan Atlantique, nos deux pays ont plus en commun qu'il ne peut paraître au premier abord. Quelques jours avant mon départ d'Ottawa, une tempête printanière a laissé dix pouces de neige au sol, prolongeant ainsi un hiver interminable; nous goûtons d'autant plus le climat très serein et la végétation luxuriante de Lagos. Toutefois, nous avons découvert dans ce décor exotique un phénomène social remarquable auquel les Canadiens peuvent facilement s'associer puisqu'il s'apparente beaucoup à la réalité canadienne.

Votre peuple plonge ses racines dans un passé glorieux et des traditions qui se perdent dans la nuit des temps; mais vous êtes également un pays jeune qui s'efforce d'ériger un édifice national solide où régneront de meilleures conditions économiques et sociales pour les Nigériens. Le Canada est beaucoup plus jeune et, bien qu'il soit devenu un État assez longtemps avant le Nigeria, il continue d'adapter son système politique à ses besoins variés. Au fil des ans, les Canadiens ont forgé une devise descriptive de la réalité canadienne: "L'unité dans la diversité". J'estime que votre devise, "Une nation", se rapproche beaucoup de la nôtre.

Comme vous le savez, Monsieur le commissaire, le Canada tout comme le Nigeria est un État bilingue et multiculturel dont le territoire immense est découpé en plusieurs provinces et régions distinctes. Le Gouvernement du Canada a la ferme conviction que ces groupes linguistiques, ces provinces ou ces régions doivent continuer d'affirmer leur identité propre au sein du

régime fédéral canadien. Là encore, nos deux pays se rejoignent sur plusieurs points étant donné que votre gouvernement vise également à cimenter l'unité nationale nigériane.

Au fil des ans, les Canadiens ont pu souscrire et donner leur appui à une grande partie de la politique étrangère dont vous avez la charge, que ce soit aux Nations Unies, dans le Commonwealth ou au sein des diverses institutions africaines où le Nigeria joue un rôle de premier plan. Vous avez indiqué sans équivoque vos objectifs et vos principes, mais vous vous êtes efforcé de les atteindre ou de les appliquer avec souplesse et réalisme, avec la conscience des limites de votre action et soucieux de respecter le droit international et les droits des autres pays. Les dirigeants de nos deux pays auront une fois de plus l'occasion d'unir leurs efforts lors de la Réunion des Chefs de gouvernement du Commonwealth à Kingston, à la fin du mois. En Afrique occidentale, vous avez patiemment érigé des ponts entre les États francophones et anglophones constitués après la période colonialiste et vous avez cherché à rétablir dans un contexte contemporain la coopération traditionnelle qui existait entre les populations de cette région. À cet égard, j'ai été heureux d'apprendre que vos efforts de longue date visant à créer une communauté économique ouest-africaine sont sur le point d'aboutir.

Comme vous le savez, Monsieur le commissaire, le Gouvernement du Canada a entrepris, il y a quelque temps déjà, d'adapter sa politique étrangère en fonction des réalités nouvelles. Certaines de ces réalités sont d'ordre interne; au cours des dernières années, les Canadiens ont pris de plus en plus conscience de leur propre identité et du besoin de l'affirmer avec plus de force sur la scène internationale. Mais ils s'intéressent aussi davantage aux transformations qui s'opèrent dans le monde à l'heure actuelle. Sous ce rapport, le changement le plus important est peut-être l'émergence rapide des pays en voie de développement dans la famille des nations.

Les initiatives politiques radicales que les pays du tiers monde ont prises récemment au sein des Nations Unies et de ses organismes, notamment leur appel en faveur d'un nouvel ordre économique, ont peut-être surpris plus d'un pays; en fait, elles s'inscrivent dans le mouvement historique mis en branle par la décolonisation et l'accession à l'indépendance des populations d'Afrique et d'Asie.

Si nous appuyons les efforts du tiers monde pour accélérer son développement et en arriver à une répartition plus équitable des richesses dans le monde, nous avons été quelque peu inquiétés par les pressions que certaines de ces initiatives ont exercées sur les institutions internationales; non pas parce que nous tenons à conserver à la minorité industrialisée ses pouvoirs au sein de ces organisations, mais surtout parce que nous désirons assurer et même améliorer l'aptitude de ces dernières à résoudre les conflits internationaux, qu'ils soient de nature militaire, politique ou économique.

Le Gouvernement du Canada croit également que nous devons, au-delà des déclarations et des énoncés de principe, rechercher des solutions pratiques aux problèmes très réels soulevés par le tiers monde. Une confrontation prolongée entre les pays en voie de développement et les pays industrialisés serait stérile et dangereuse. À notre avis, il est dans l'intérêt de tous

d'opter pour l'accomodement et la négociation. Je crois d'ailleurs qu'à maints égards le Gouvernement du Nigeria partage notre point de vue.

C'est dans une très large mesure ce qui m'amène en Afrique. Nous voulons que la prochaine session spéciale des Nations Unies sur le développement soit un succès, c'est-à-dire qu'elle débouche sur des résultats concrets.

Dans cette perspective, le Gouvernement du Canada a récemment constitué un comité interministériel chargé d'étudier l'ensemble de nos relations économiques avec les pays en voie de développement et de déterminer les secteurs où nous pourrions graduellement évoluer vers un meilleur équilibre avec d'autres pays industrialisés et le tiers monde. Par ailleurs, les études techniques nous semblaient insuffisantes et appelaient des consultations avec les pays en voie de développement, plus particulièrement avec les pays qui, comme le Nigeria, sont devenus pour nous au cours des dernières années des interlocuteurs tout aussi importants que certains de nos amis et partenaires de plus longue date.

Toutefois, le Canada n'entend pas se borner à une action multilatérale. Nous voulons aussi renforcer nos liens bilatéraux avec les pays du tiers monde. Si nous avons cherché, dans le passé, à collaborer avec eux en leur offrant une aide économique et technique, nous croyons qu'il nous faut maintenant dépasser ce mode de collaboration: expansion des échanges commerciaux, collaboration industrielle et investissements réciproquement avantageux, échanges culturels, enfin de nouveaux liens dans tous les secteurs de l'activité humaine. Nous espérons que cette orientation sera avantageuse pour les pays en voie de développement, mais je dois vous avouer en toute franchise, Monsieur le Commissaire, que nous comptons qu'elle servira aussi notre intérêt national.

Le raffermissement de nos liens avec le Nigeria et d'autres pays d'Afrique constitue un des éléments importants de notre politique de diversification de nos relations extérieures, au même titre que l'établissement de nouveaux liens avec l'Europe et le Japon, ainsi que le maintien de relations harmonieuses et équilibrées avec les États-Unis. En fait, la politique étrangère du Canada est devenue universelle et vise à établir de nouvelles associations à l'échelle internationale.

Ma visite en Afrique me donne également l'occasion de renouveler l'engagement qu'a pris le Canada de partager ses richesses avec les pays en voie de développement et d'adapter sa politique de développement international à l'évolution des besoins de ces pays. À cet égard, le Nigeria nous a servi un exemple remarquable. Votre gouvernement, Monsieur le Commissaire, s'est efforcé d'utiliser ses nouvelles richesses pour améliorer la situation sociale et économique de sa population; toutefois, vous avez aussi accepté, dans un geste admirable, de partager une partie de vos richesses avec d'autres pays. Je veux rendre hommage à l'esprit de collaboration internationale qui a inspiré vos récentes contributions à la Banque africaine de développement, au mécanisme pétrolier pour les pays en voie de développement du Fonds monétaire international et au Fonds du Commonwealth pour la coopération technique.

C'est dans ce même esprit que le Canada tentera d'axer sa politique de collaboration au développement international sur les nouvelles priorités énoncées par votre gouvernement dans le troisième plan de développement national, récemment lancé par Son Excellence le Général Gowon. Nous espérons contribuer à la mise en oeuvre de ce plan. Nous en étudierons attentivement les priorités et nous veillerons à ce que les nouvelles lignes de conduite en voie d'élaboration pour l'Agence canadienne de développement international correspondent aux priorités du Nigeria. Au cours de nos réunions, vous nous avez sensibilisés au fait que le Nigeria a maintenant besoin essentiellement d'une main-d'oeuvre spécialisée et de formation technique pour accélérer son développement. Je puis vous assurer que la réponse du Canada sera positive.

Je sais en particulier que votre gouvernement attache la plus grande importance au programme de scolarisation universelle au niveau primaire. Nous espérons pouvoir apporter une aide utile à la planification de cet ambitieux projet, ne serait-ce qu'en raison de l'expérience considérable acquise dans ce domaine par certaines provinces canadiennes dans l'expansion planifiée de leur propre système d'éducation au cours des dernières années.

Votre Excellence, distingués invités, je vous invite à porter un toast à la santé du chef de l'État nigérian, Son Excellence le Général Gowon, à la prospérité du peuple nigérian, à l'avenir du Nigeria et à des liens encore plus étroits et amicaux entre nos deux pays.